

mes ordres par des Circulaires datées de *Mittau* le 26. de Janvier 1763.

Le Roi, informé de tout ce qui se passoit par les rapports de S. A. Royale, lui a mandé d'attendre les ordres que S. M. lui enverroit, après avoir consulté le Senat sur une affaire si grave & qui intéresse essentiellement toute la République. S. M. a convoqué le Sénat pour le 28. de Février; &, en attendant, Elle a pris les meilleures mesures qui fussent en son pouvoir pour la protection du Prince son Fils & son Vassal & pour le maintien des droits de sa Couronne; Elle a envoyé à l'Impératrice Mr. de Borch, Chambellan de Livonie, pour représenter à cette Princesse à quel point les droits incontestables de la Pologne sont blessés par les entreprises qui se font au nom de S. M. Imp. en Courlande; &, dans la vûe d'arrêter promptement les progrès du desordre dans cette Province, le Roi y a envoyé deux Sénateurs, savoir, Mr. de Plater, Palatin de Mscislaw, & Mr. Lipski, Castellan de Lenczyc, revêtus de son autorité & chargés de contenir la Noblesse & les habitans dans le devoir & de maintenir les droits suprêmes de sa Couronne.

La présence de ces Plénipotentiaires n'a pû ralentir les entreprises du Conseiller Simolin, ni contenir Biron & les factieux. Une troupe de Nobles, gagnés ou intimidés par les Russes, & parmi lesquels il ne s'est trouvé ni Conseillers de la Régence, ni Officiers du pays, ont osé s'assembler, en forme de Diette, sur la convocation de Biron; ils ont élu pour Maréchal un homme déjà connu par ses actes d'infidélité & de rébellion contre son Prince légitime. Mr. le Castellan Lipski leur fit signifier, par un Huissier Royal, le Rescrit du Roi par lequel S. M. exhorte la Noblesse à la fidélité & défend toute assemblée illégale; & ces furieux, qui renioient leur conventicule sous la protection d'une garde Russe, eurent l'audace de déchirer le Rescrit du Roi & de le fouler aux pieds.

Ce même Rescrit avoit été affiché, par ordre de la Commission Royale, aux portes des Temples & de l'Hôtel de Ville: le Lieutenant-Colonel Russe de Schroeckers a osé l'en arracher publiquement, sans doute par les ordres du Conseiller d'Etat Simolin.